

Réforme fiscale: très cher emploi?

«Le travail c'est la santé», chantait Henri Salvador et les chiffres lui donnent raison, puisque les chômeurs déclarent deux fois plus fréquemment un «mauvais état de santé» que ceux en emploi. Le travail est par ailleurs un solide rempart contre le divorce des adultes, contre les difficultés scolaires des enfants et contre la pauvreté. Au Luxembourg, «seulement» 40% des chômeurs sont indemnisés et le taux de risque de pauvreté est de 50% pour les demandeurs d'emploi, contre 11% pour ceux qui ont un emploi.

Dès lors, une réforme fiscale qui se veut «un outil d'équité cherchant, notamment, à répondre aux défis actuels sur le plan social» devrait (logiquement) chercher à favoriser la création d'emplois, compte tenu des «bienfaits» susmentionnés du travail.

L'emploi est cependant (relativement) absent des objectifs de la réforme, et... personne (nous inclus donc) ne s'en était vraiment ému après les présentations préliminaires du projet de réforme fiscale en février et avril 2016. Les près de 500 millions d'euros annuels de baisse de la fiscalité en faveur des ménages permis par la suppression de l'IEBT et la modification des barèmes d'imposition ne permettront de créer (au maximum) que... 720 emplois par an selon les calculs savants du Statec.

Sur la base d'un calcul de «coin de table», chaque emploi ainsi créé revient donc à un peu plus d'un demi-million d'euros. Certains objecteront (peut-être) qu'il n'y a pas besoin de «coup de pouce» supplémentaire pour l'emploi dans un pays qui crée plus de 10.000 postes nets par an et qui dispose déjà d'un ar-

senal d'aides à l'emploi très fourni et à l'efficacité pas toujours (re)connue.

Néanmoins, parce qu'il y a plus de jeunes au chômage au Luxembourg que d'apprentis diplômés par an, parce que près de 50% des demandeurs d'emploi le sont depuis plus de douze mois, parce que 50% des chômeurs de plus de 50 ans le sont depuis plus de vingt-quatre mois, parce que 70% des demandeurs d'emploi n'ont pas de diplôme de fin d'études secondaires, il n'est pas «insensé» de dire que malgré un taux de chômage «acceptable» de 6,5%, il y a matière (et nécessité) à faire davantage. Dès lors, l'impulsion fiscale en faveur des ménages (500 millions d'euros dont près de la moitié ira aux frontaliers) n'aurait-elle pas été plus «utile» (pour l'équité, la cohésion sociale), si au moins

une fraction avait été de préférence affectée:

- A l'Adem (dont le budget de fonctionnement est de 28 millions d'euros)?
- Aux actions visant à doter les demandeurs d'emploi de meilleures compétences (20 millions d'euros dépensés en 2015 par le Fonds pour l'emploi)?
- Au financement d'une politique de zéro charges ou de subventions salariales (Kombilohn) pour l'emploi d'un chômeur inscrit à l'Adem sans conditions d'âge ni de durée d'inscription afin de permettre une «montée» en puissance de l'initiative Entreprises partenaires de l'emploi?

MICHEL-EDOUARD RUBEN,
ECONOMISTE
FONDATION IDEA



Dynamique de l'emploi

EMPLOI SALARIE INTERIEUR PAR BRANCHE D'ACTIVITE 1995 - 2016

	TOTAL	INDUSTRIE (EXTRACTIVE, MANUFACTURIERE, ENERGIE ET DECHETS)	CONSTRUCTION	COMMERCE, TRANSPORT, HEBERGEMENT ET RESTAURATION	INFORMATION ET COMMUNICATION	ACTIVITES FINANCIERES ET ASSURANCE	ACTIVITES SPECIALISEES ET SERVICES DE SOUTIEN	ADMINISTRATION ET AUTRES SERVICES PUBLICS	AUTRES ACTIVITES
2e trimestre 2016	391.861	36.746	41.729	90.641	18.020	45.447	59.800	79.485	19.991
1e trimestre 2016	386.932	36.576	41.040	89.307	17.852	58.263	58.263	78.990	19.827
1e trimestre 2015	375.677	36.009	39.969	86.936	17.383	54.399	54.399	77.665	19.580
1 ^{er} trimestre 1995	193.511	34.166	23.375	50.375	4.188	15.433	15.433	33.925	10.448

SOURCE: STATEC

GRAPHIQUE: LE JEUDI/VIRGINIE ALONZI

LA CLE DES CHIFFRES

Doubler l'emploi salarié en l'espace de vingt ans. Le Luxembourg l'a fait. Avec des emplois principalement en durée indéterminée, ce qui tranche avec plusieurs pays européens où, à l'heure actuelle, emploi et précarité semblent devenir indissociables. Tous les secteurs de l'économie ont créé de

l'emploi. Même l'industrie. Pour cette dernière, la progression peut sembler faible. Mais dans un secteur où l'automatisation et les restructurations vont de pair, la performance est à saluer. L'industrie a su franchir le cap de l'importance grandissante de la technologie et de l'automatisation. A

l'heure où les plans sociaux deviennent un rituel dans le secteur financier, voici un exemple à suivre. Un autre secteur a su tirer son épingle du jeu: celui de l'information et de la communication avec un quadruplement des effectifs en vingt ans.